

« Dans dix ans, peut-être moins »

En dépit des réserves qu'il émet face aux espaces de liberté qui se révèlent en Afrique du Sud, le pianiste de jazz résidant en Villeneuvois, Chris MacGregor, croit à l'instauration d'un régime démocratique

Il y a un quart de siècle que le pianiste de jazz Chris MacGregor a quitté son pays natal, l'Afrique du Sud. Vingt-cinq années au cours desquelles il n'y est revenu que trois fois, notamment en 1985 pour accompagner sa mère vers son ultime demeure. Durant les dernières décennies, sa carrière musicale l'a conduit sur les plus grandes scènes jazzistiques d'Europe, de Londres à Juan-les-Pins en passant par Zurich. Une carrière jalonnée de concerts qui lui ont permis à travers les sollicitations d'Amnesty International notamment d'exprimer l'hostilité que lui inspire l'apartheid qui règne encore dans son pays. Rien qui ne se passe aujourd'hui en Afrique du Sud ne le laisse indifférent. Et les réserves qu'il émet encore à présent en dépit des espaces de liberté qui se découvrent au fil des jours n'ocultent pas ses espoirs qu'il place dans une véritable démocratie qui placera définitivement sur un pied d'égalité les noirs et les blancs de son pays.

« SUD-OUEST ». — Que pensez-vous des dernières décisions de Frédéric De Klerk, le président sud-africain, concernant notamment la fin de l'apartheid sur les plages ?

CHRIS MACGREGOR. — « Je pense qu'il ne s'agit que de la poudre aux yeux. L'apartheid ne finira pas parce que les noirs sont admis sur les plages jusque-là réservées aux blancs ni parce que l'on va leur permettre d'accéder aux bancs des jardins publics. Pas même en autorisant les mariages mixtes. Il y a toujours 90 % des

gens qui ne votent pas en Afrique du Sud.

« S.O. ». — Trouvez-vous inopportune ou opportune la tournée de sportifs français en Afrique du Sud ?

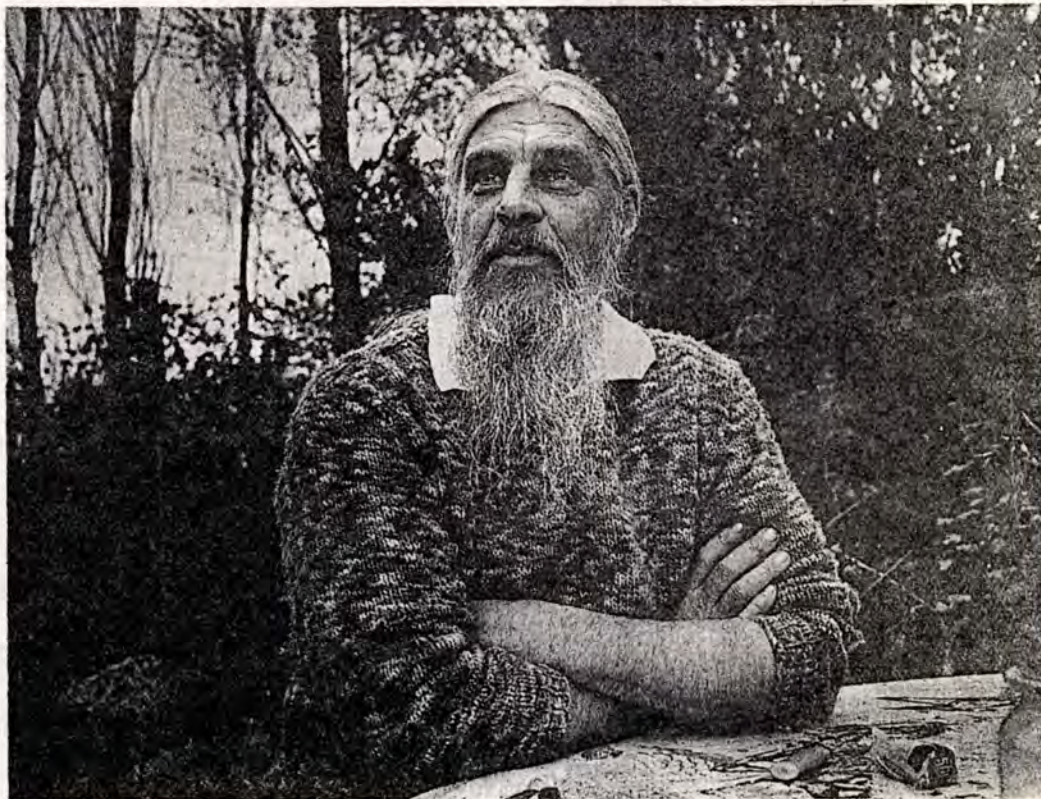
C.M.G. — Je veux bien qu'on isole l'équipe de rugby mais ce n'est pas l'essentiel du problème. Même en Afrique du Sud, les opinions sont partagées. A mon sens, il est plus important d'exercer la pression économique et de couper par exemple l'approvisionnement de l'armée en essence.

« S.O. ». — Quel est, selon vous, le meilleur moyen pour favoriser un véritable retour à la démocratie ?

C.M.G. — Il faut maintenir la pression internationale. Le gouvernement ne peut pas trop faire matraquer les populations noires. Il craint la contre-publicité par le biais des médias. Il faut multiplier les mesures de boycott, et notamment sur un plan économique, en touchant les secteurs liés à l'extraction du diamant et de l'uranium qui sont vitaux pour le pays. Mais il faut évidemment que tout le monde joue le jeu. La pression économique est perçue par la population. La monnaie du pays s'affaiblit. Et j'ai des amis pour qui la vie est moins facile à cause de cela. L'espoir naît aussi parmi la jeunesse du pays. Au sein même de l'armée, certains refusent à présent de participer aux expéditions punitives à l'encontre des noirs. Il faut savoir aussi que l'armée et la police ont beaucoup de poids et que leurs initiatives ne sont pas toutes téléguidées par le gouvernement.

« S.O. ». — Quelles sont, selon vous, les mesures que le gouvernement devrait prendre pour prouver sa bonne foi ?

C.M.G. — D'abord, organiser des élections libres. Il faut ensuite qu'il investisse autant dans le démantèlement des structures de l'apartheid que ce qu'il a investi dans sa construction. Des investissements monstrueux ont été consentis pour déplacer des populations entières et les parquer dans les Bantoustans. Ces contrées représentent des superficies parfois assez massives mais sans ressources agricoles et industrielles. Elles sont supposées être indépendantes mais dirigées par des responsables téléguidés par le régime de Pretoria. Les gens qui y vivent ont été abandonnés sans ressources. Les enfants n'ont reçu aucune formation et la majorité de la population n'a aucune conscience politique. Je vous laisse imaginer le travail à tous les niveaux qui reste à faire. Aujourd'hui, 10 % de la population tient 90 % des postes-clés du pays. Le retour à la démocratie devra aussi susciter la décentralisation des pouvoirs. Le pays est composé de régions très diverses. Il faudra renforcer les pouvoirs des élus locaux et des municipalités afin qu'ils adaptent les situations à chacune de ses régions.



Dans sa résidence villeneuvoise de Saint-Pierre-de-Caubel, Chris MacGregor (Photos Claude Petit, « Sud-Ouest »)

« S.O. ». — Soyons optimistes. Et imaginons un instant que la démocratie existe bel et bien. Ne craignez-vous pas que le rapport de force entre noirs et blancs induise des situations délicates ?

C.M.G. — Il n'est pas évident que cette mutation se fasse dans le calme mais plusieurs facteurs me conduisent aussi à penser le contraire. D'abord, lors de mon dernier séjour en Afrique du Sud, en 1987, j'ai senti que toute la population est consciente du changement qui semble inéluctable. Il ne faudra peut-être même pas dix ans pour que la démocratie triomphe. Ça bouge vite. Même les conservateurs savent que cela ne peut plus durer. A Stellenbosch, j'ai rencontré des universitaires de culture plutôt Afrikaners qui sont conscients de l'évolution. Et il existe des leaders noirs comme Walter Sisulu et son épouse Albertina qui parviennent à s'exprimer. Il y a quelques temps encore, Sisulu était en prison avec Mandela.

Et je le répète, il faudra investir des fortunes pour éduquer la population noire dont la majorité n'a aucune culture politique.

« S.O. ». — Reviendrez-vous un jour en Afrique du Sud ?

C.M.G. — Pour être franc, j'ai été déchiré lorsque j'ai regagné l'Europe après mon dernier séjour en Afrique du Sud. J'aurais aimé militer aux côtés de mes amis restés au pays. On m'a même proposé à Durban le poste de directeur de l'école de jazz tenue par Darius Brubeck, le fils de Dave, le jazzman américain. Je voudrais bien amener mon orchestre là-bas. Je ne veux pas céder et servir de caution au gouvernement. Lui

servir d'alibi. En ce moment, il existe des manifestations culturelles mixtes en Afrique du Sud. Aussi bien au théâtre que dans le monde musical. Le gouvernement ne pèse plus là-dessus.

En 1964, lorsque nous avons quitté le pays, tout le monde pensait que l'Afrique du Sud s'installait dans un régime monolithique qui allait durer des siècles. Nous étions les « Beatles » de l'époque. A chaque concert, nous courions le risque de susciter la confrontation des populations noires et des policiers. Il nous est arrivé d'in-

terrompre des concerts précipitamment. C'est la raison pour laquelle nous avons poursuivi notre carrière en Europe où nous avions déjà des contacts. C'était devenu pour nous impossible. Mais regardez comme les choses ont évolué. Je reste donc optimiste. Je suis persuadé que les forces de répression ne peuvent triompher sur la démocratie.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOËL COMBRES

Prochain article : Lutz Eille et les deux Allemagne



En 1964, à Zurich, lors de l'arrivée du Blue Note. On reconnaît Mongezi Feza, 19 ans; Doudou Pukwana, 24 ans; Chris MacGregor, 25 ans; Johnny Dyani, 17 ans; Louis Moholo, 23 ans